

Accumulation du capital et gains de productivité au Maroc

Par Taoufik ABBAD

Résumé

Le processus continu et renforcé de l'accumulation du capital physique, dans lequel s'est engagé le Maroc depuis le début des années 2000, a permis de préserver la stabilité des équilibres fondamentaux et d'amortir les différents chocs exogènes, aussi bien internes qu'externes. Cependant, cet effort d'accumulation n'a pas permis d'insuffler un accroissement significatif des gains de productivité et d'accélérer la transformation de la base productive. Ce Policy Brief propose de décrire les soubassements du processus d'accumulation du capital au Maroc et de mettre en exergue les inhibiteurs chroniques qui condamnent l'économie marocaine aux affres d'une productivité faible.

I. Efficience du régime d'accumulation du capital

Le processus d'accumulation du capital physique au Maroc s'est intensifié de manière importante, depuis le début des années 2000, sans relèvement correspondant et proportionnel des gains de productivité. Plusieurs pays, ayant le même rythme d'évolution de l'intensité capitalistique que le Maroc, ont pu générer des niveaux de gains de productivité qui dépassent largement ceux du Maroc.

L'estimation des scores d'efficience, sur la base d'un panel de vingtaine de pays, révèle l'ampleur de la sous-performance du Maroc¹. Ce dernier s'est situé durant toute la période d'étude en dessous de la frontière d'efficience avec un score moyen de 76 % contre une moyenne de

84 % pour les pays de l'échantillon. Ce score signifie que le Maroc produit seulement 76 % de l'output avec le même niveau d'input que ses comparateurs les plus efficaces et qu'il a, de ce fait, une marge d'augmentation de son output de 24 % pour le même niveau d'input.

Le Maroc fait partie du troisième groupe disposant d'un score moyennement faible entre 70 et 80 %. Le premier groupe contient 8 pays qui détiennent des scores supérieurs à 90 % et s'agissent du Brésil, Paraguay, Slovaquie, Chypre, Bulgarie, Estonie, Colombie et Uruguay. Les 7 pays qui forment le second groupe (Roumanie, Costa Rica, Hongrie, Pologne, Mexique, Argentine et Lituanie) ont un score d'efficience moyennement élevé qui se situe entre 80 et 90 %. La Tunisie figure seule dans la tranche allant de 60 à 70 % avec un score faible de 61,4 %. L'Égypte et la Jordanie sont considérées comme les moins efficaces sur l'ensemble de la période avec un score très faible (moins de 60 %).

1. Les 20 pays comparateurs ont un PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat qui représente un (cas du Paraguay) à cinq fois (cas de la Slovaquie) celui du Maroc.

Table 1. Classification dans un ordre décroissant selon l'importance du score d'efficacité moyen *

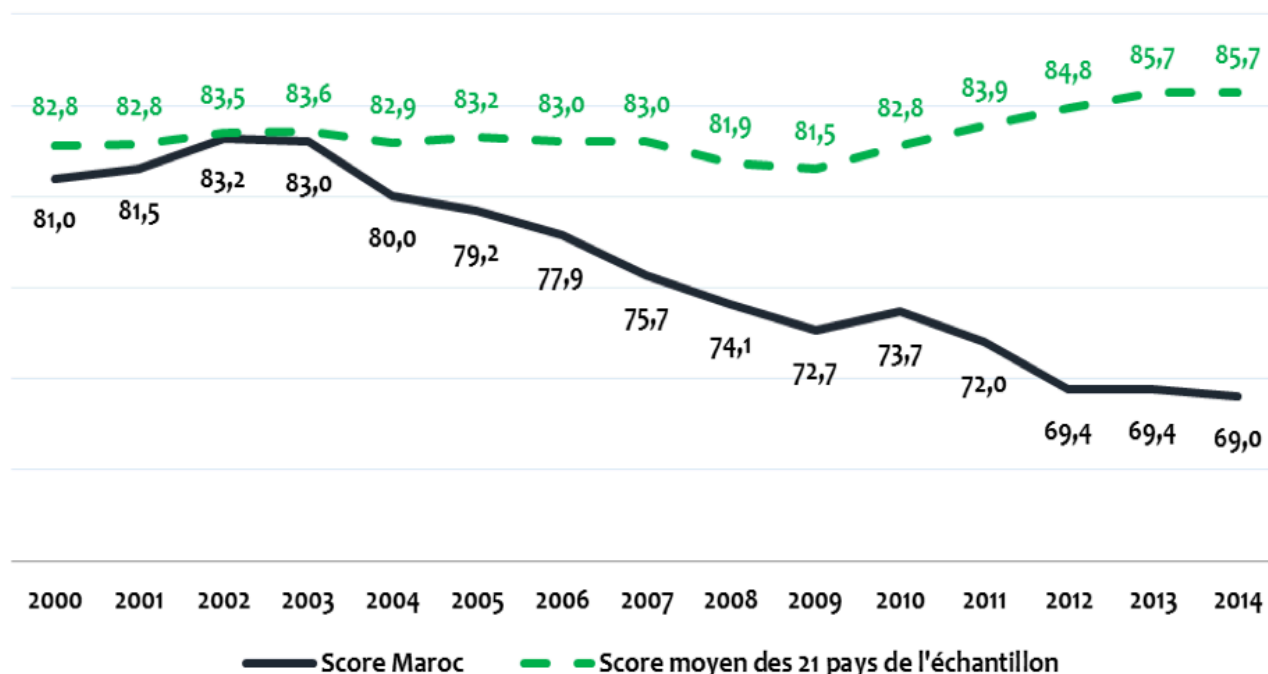
[90-100]		[80-90[[70-80[[60-70[[50-60[
1	Brésil	100	9	Roumanie	88,1	16	Maroc	76,1	19	Tunisie	61,4	20	Egypte	57,5
2	Paraguay	100	10	Costa Rica	87,4	17	Equateur	75,8				21	Jordanie	47,8
3	Slovénie	100	11	Hongrie	87,3	18	Turquie	72,2						
4	Chypres	99,3	12	Pologne	83,7									
5	Bulgarie	96,2	13	Mexique	83,3									
6	Estonie	95,8	14	Argentine	83,1									
7	Colombie	95,5	15	Lituanie	82,3									
8	Uruguay	91,4												

Source : Calcul de l'auteur à partir des données du Penn World Table et du logiciel DEAP

* Les cellules colorées correspondent à des scores inférieurs à la moyenne de l'échantillon (83,4 %)

En 2000, le Maroc a affiché un score de 81 %, soit un écart de seulement 1,8 point par rapport au score moyen de l'échantillon. Entre 2000 et 2003, cet écart s'est réduit et le score du Maroc frôlait la moyenne de l'échantillon. Depuis cette date, l'écart n'a cessé de se creuser pour passer à plus de 16 points en 2014. Le Maroc a perdu 12 points entre 2000 et 2014 au moment où le score moyen de l'échantillon s'est amélioré d'environ 3 points.

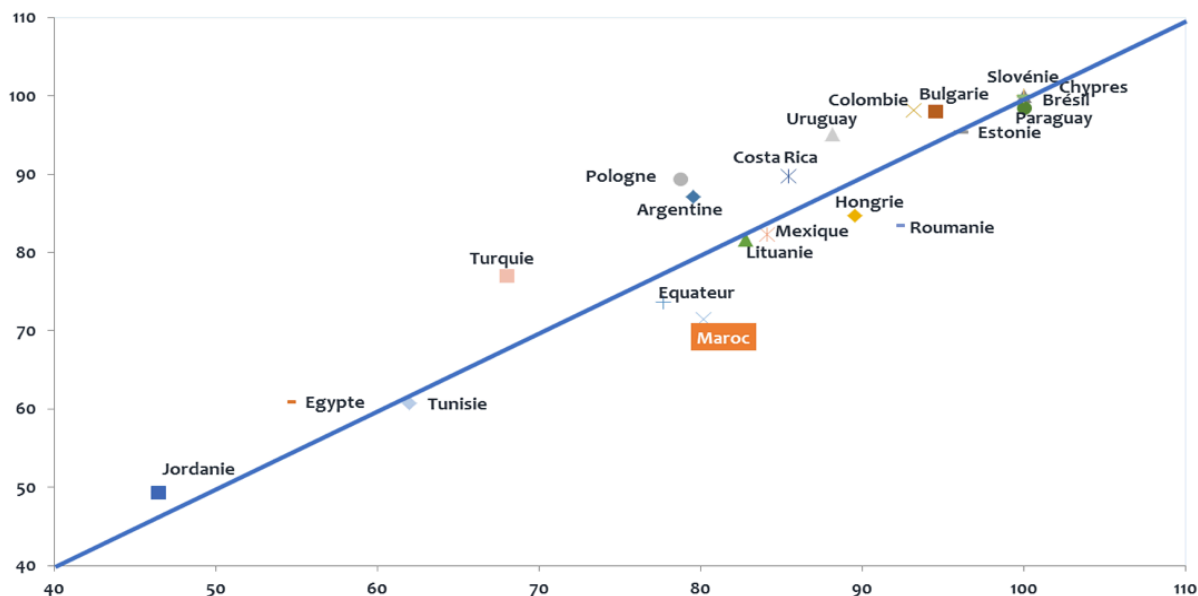
Chart 1. Evolution du score moyen d'efficacité du Maroc et des 21 pays de l'échantillon



Source : Calcul de l'auteur à partir des données du Penn World Table et du logiciel DEAP

Son score s'est détérioré entre les deux sous périodes 2000-2007 et 2008-2014, contrairement à l'Uruguay, la Turquie, la Pologne, la Bulgarie, l'Argentine et le Costa Rica qui ont réussi à améliorer leurs scores d'efficacité durant la seconde période. De même pour l'Égypte et la Jordanie qui ont vu leur score s'améliorer légèrement entre les deux sous-périodes tout en restant, toutefois, largement inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Chart 2. Evolution du score d'efficacité par pays entre les deux périodes 2000-2007 et 2008-2014²



Source : Calcul de l'auteur à partir des données du Penn World Table et du logiciel DEAP

A signaler que les gains de productivité proviennent soit du changement technologique (suite à l'acquisition de nouvelles technologies), soit de l'efficacité d'échelle (évolution des facteurs de production). Pour le cas du Maroc, le changement technologique a été la principale source de l'évolution de la productivité.

Table 2. Evolution de l'Indice de productivité de Malmquist et de ses composantes pour le Maroc entre 2001 et 2014

	Productivité Globale des Facteurs	Changement Technologique	Efficacité Technique	Efficacité Pure	Efficacité d'Echelle
2001	0,971	0,991	0,980	1,006	0,973
2002	0,999	0,978	1,021	1,021	1,000
2003	1,033	0,998	1,035	0,998	1,037
2004	1,022	1,027	0,995	0,963	1,033
2005	0,996	1,018	0,978	0,990	0,988
2006	0,993	1,014	0,979	0,983	0,996
2007	1,001	1,033	0,970	0,972	0,997
2008	0,999	1,027	0,972	0,979	0,994
2009	0,989	0,992	0,997	0,981	1,016
2010	0,992	0,985	1,007	1,014	0,994
2011	1,002	1,011	0,991	0,976	1,015
2012	0,987	1,013	0,974	0,965	1,010
2013	1,000	0,999	1,002	1,000	1,002
2014	0,997	0,991	1,006	0,993	1,013
	0,999	1,005	0,993	0,989	1,005

Source : Calcul de l'auteur à partir des données du Penn World Table et du logiciel DEAP

* Les cellules colorées correspondent à des évolutions positives.

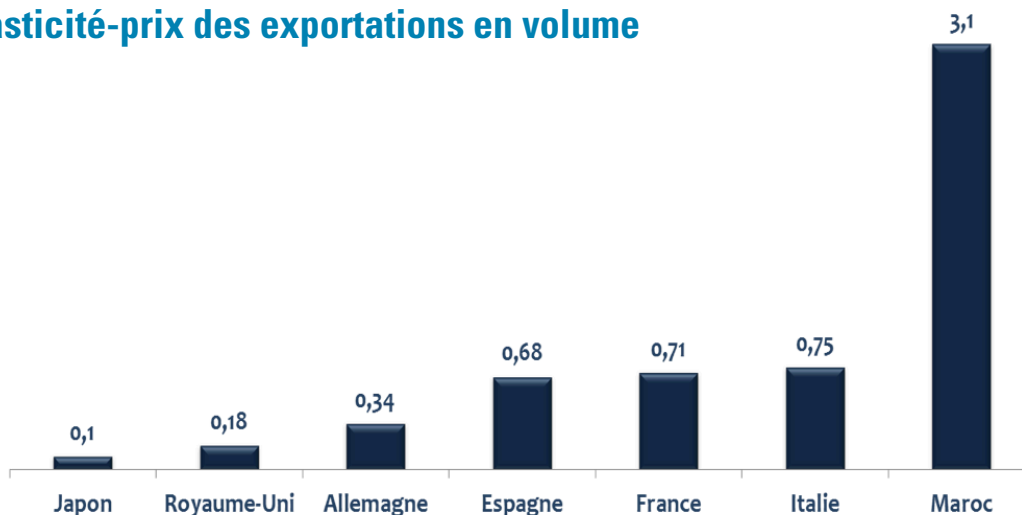
2. Un positionnement sur la bissectrice indique que le score moyen d'efficacité pour le pays en question n'a pas changé entre les deux périodes considérées. Un positionnement au-dessus (respectivement au-dessous) de la bissectrice correspond à une amélioration (dégradation) du score d'efficacité durant la seconde période.

Le Maroc a, en effet, incorporé de nouvelles technologies dans son processus productif avec un rythme plus soutenu particulièrement entre 2004 et 2008. Alors que l'efficacité pure, qui correspond à l'utilisation optimale des ressources, n'a contribué que de manière faible à l'amélioration de la productivité globale des facteurs et semble être la principale source de l'inefficience du processus d'accumulation du capital au Maroc.

En effet, l'économie marocaine devient de plus en plus gourmande en capital puisqu'il faut davantage de capital pour préserver le même niveau de création de la valeur ajoutée. Ainsi, il aura fallu une accélération du rythme de progression du stock de capital de 6,4 % durant la période 2008-2014 pour réaliser une croissance économique de 4,2 % l'an, alors qu'une accumulation de seulement 5,9 % était suffisante entre 2001 et 2007 pour générer une croissance moyenne du PIB de 5,1 %.

Puisant son dynamisme, principalement, de l'accumulation du capital avec des gains de productivité limités, le régime de croissance marocain peut être qualifié d'extensif (processus par lequel la valorisation est assurée par une augmentation des facteurs de production) et non intensif (processus par lequel la croissance est tirée davantage par des gains de productivité importants).

Chart 3. Elasticité-prix des exportations en volume



Source : Natixis, HCP

Le second indicateur, et qui va de pair avec le premier, porte sur le contenu en technologies des importations marocaines. La dépendance de plus en plus marquée du processus productif marocain à l'égard d'intrants importés (biens d'équipement en l'occurrence) et le contenu assez important en technologies faibles des importations marocaines pourraient être un des éléments explicatifs

II. Les inhibiteurs chroniques de la productivité au Maroc

Plusieurs pistes sont a priori envisageables pour expliquer les évolutions différenciées entre l'intensité capitalistique et les gains de productivité.

1. Le capital accumulé est de faible qualité et génère, par conséquent, de faibles gains de productivité

Plusieurs indicateurs approximatifs viennent corroborer le constat de la faible qualité du capital accumulé. Le premier concerne le niveau de gamme de la production. A noter, à cet égard, que la demande pour des produits ayant un niveau de gamme élevé est peu sensible à leurs prix. Autrement dit, une faible élasticité prix des exportations en volume correspond à un niveau de gamme élevé.

L'élasticité prix des exportations marocaines, en volume, se situe à un niveau très élevé comparativement aux pays de la rive nord de la Méditerranée. Ce qui laisse prédire que le niveau de gamme de la production exportable est faible, et de ce fait, le capital accumulé n'a pas eu des répercussions tangibles sur la qualité de l'offre productive.

de la faible qualité du capital accumulé au Maroc. Etant donné que le contenu en importations des exportations marocaines est élevé, les importations de faible qualité se répercutent, à leur tour, sur les exportations marocaines qui restent aussi dominées par des produits à faible technologie à raison de 50 %.

Table 3. Contenu technologique des échanges extérieurs : Degré de sophistication insuffisant

	Importations				Exportations			
	Haute	Moyenne élevée	Moyenne faible	Faible	Haute	Moyenne élevée	Moyenne faible	Faible
Argentine	18,0	52,9	19,0	10,1	3,4	27,7	20,3	48,6
Bulgarie	14,6	33,2	27,6	24,7	7,0	22,1	42,2	28,7
Brésil	25,1	46,1	20,4	8,4	9,0	29,9	23,1	38,0
Chypre	12,3	21,8	49,9	16,0	27,9	18,5	37,4	16,2
Colombie	20,6	44,1	20,5	14,8	4,1	23,2	41,9	30,9
Egypte	13,6	37,6	27,2	21,6	2,8	17,3	51,1	28,8
Equateur	13,7	40,9	30,1	15,3	2,5	12,1	23,9	61,5
Estonie	15,6	32,0	33,3	19,2	16,5	25,8	32,5	25,2
Hongrie	27,5	39,7	19,5	13,2	31,8	42,5	14,4	11,3
Lituanie	13,4	38,4	23,6	24,7	7,6	25,0	40,6	26,7
Maroc	13,6	33,9	27,2	25,2	8,3	31,0	11,3	49,5
Mexique	24,5	40,5	22,4	12,5	28,6	47,3	14,8	9,3
Paraguay	26,6	31,8	27,5	14,1	2,4	5,9	6,8	84,9
Pologne	18,8	39,3	24,5	17,4	9,3	38,4	31,9	20,4
Roumanie	15,1	37,1	22,7	25,1	7,2	30,8	31,7	30,3
Slovénie	11,8	38,7	31,3	18,3	13,4	43,6	27,8	15,2
Tunisie	11,9	33,2	27,6	27,3	6,6	31,3	12,7	49,4
Turquie	15,1	43,0	30,0	11,9	4,7	28,5	32,3	34,5
Uruguay	17,1	40,4	20,4	22,1	4,9	12,7	11,2	71,1

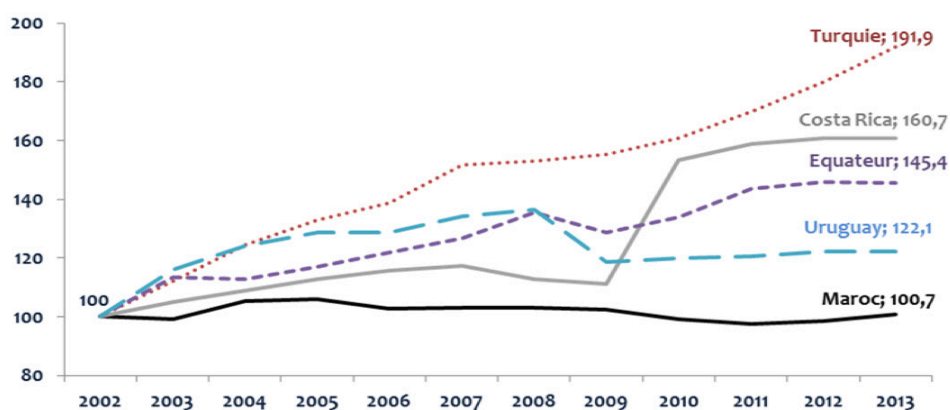
Calcul à partir des données de CHELEM

2. Distorsions en termes d'allocation du capital et rétrécissement de la sphère productive

Outre la qualité du capital accumulé, la réalisation des gains de productivité repose sur d'autres facteurs structurels qui façonnent le tissu productif. A citer, en l'occurrence, la spécialisation productive et les transformations au niveau de la composition sectorielle des activités économiques. Malgré l'engagement du Maroc sur la voie de la diversification de la base productive, son économie reste prédominée par les activités de services, tandis que l'industrie de transformation, disposant d'un multiplicateur

d'emploi très élevé et considérée comme un élément pivot pour inverser la courbe du déficit chronique de la balance commerciale, a vu sa part dans la valeur ajoutée totale reculer entre les deux périodes 2000-2007 et 2008-2014. Un autre élément vient appuyer le constat de l'absence d'extension de la sphère productive et s'agit de la faible vitalité du tissu productif. Selon les données d'Exporter Dynamics Database de la Banque Mondiale, le nombre d'entreprises marocaines exportatrices s'élève à seulement 5325 unités en 2013 tout en stagnant à ce niveau depuis le début des années 2000 avec un accroissement annuel moyen de seulement 0,7 %, soit un rythme largement inférieur à celui de la Turquie (6,1 %), le Costa Rica (4,4 %), l'Equateur (3,5 %) et l'Uruguay (1,8 %).

Chart 4.
Nombre des entreprises exportatrices



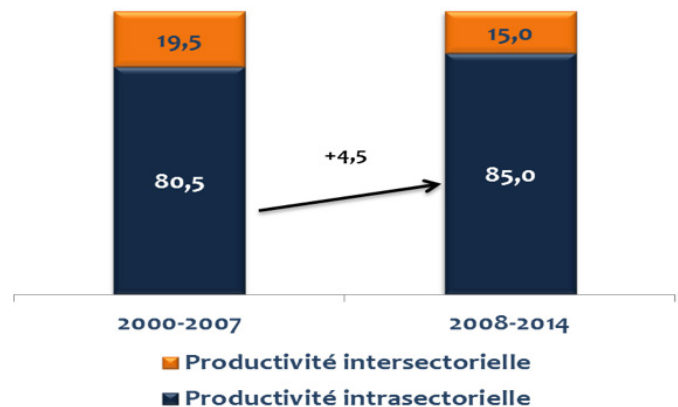
Source: Exporter Dynamics Database, World Bank

Les données statistiques avancées par INFORISK montrent, en outre, que seulement un cinquième des startups créées en 2010 ont réussi à basculer du statut TPE à celui de PME. Ce basculement concerne, plus particulièrement, les entreprises les mieux dotées en capital social initial. Elles démontrent aussi que les entreprises marocaines ont du mal à grandir et à atteindre une taille qui leur permettrait d'amorcer des stratégies combinant innovation, montée en gamme et conquête de part de marché à l'exportation. Une autre preuve parmi d'autres qu'en matière de startups, l'économie marocaine a bel et bien de problème aussi bien avec le « start » qu'avec le « up ».

Par ailleurs, la réallocation de la main-d'œuvre concorde généralement avec les mutations qui s'opèrent au niveau de la composition sectorielle des activités économiques et peut, de ce fait, influencer de manière substantielle l'intensité des gains de productivité. Nombreux sont les études empiriques qui ont montré que plus le déplacement de la force de travail est important, plus les gains de productivité s'améliorent surtout si ce déplacement se fait dans un sens allant des secteurs les moins productifs vers ceux les plus productifs.

Pour le cas du Maroc, la décomposition des gains de productivité révèle clairement la prédominance de la composante intrasectorielle qui participe à 82 % en moyenne sur l'ensemble de la période contre seulement 18 % pour la composante intersectorielle. Le redéploiement de la main-d'œuvre entre les différentes bandes d'activité n'a pas généré une amélioration notable de la productivité intersectorielle puisqu'elle s'est opérée dans un sens allant du primaire vers la construction et le tertiaire.

Chart 5. Décomposition du taux de croissance de la productivité apparente du travail

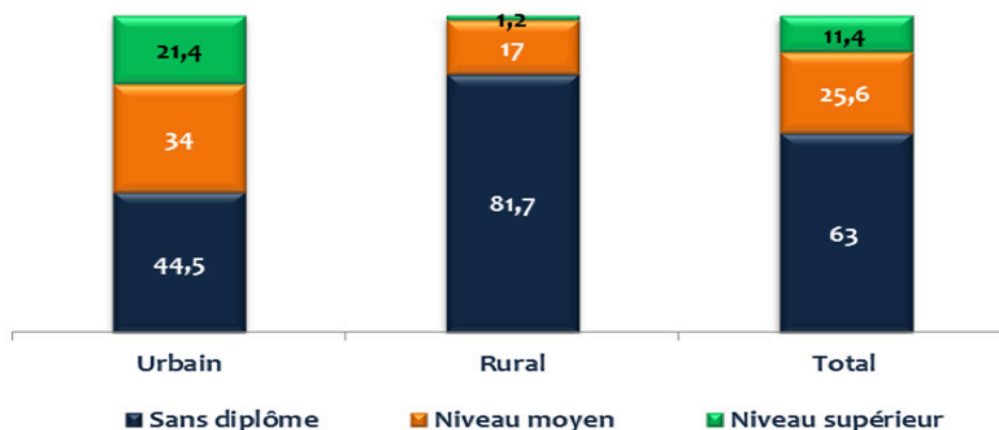


Calcul à partir des données du HCP

3. Le capital accumulé est mis à la disposition d'une main-d'œuvre moins qualifiée et nous assistons donc à une utilisation sous-optimale du capital accumulé

Aux facteurs économiques que nous venons d'évoquer, s'ajoute une dimension essentielle ayant trait à la qualité de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail. L'accumulation du capital ne pourrait avoir un impact plus permanent sur le potentiel de croissance et sur les gains de productivité que si l'offre de travail est adéquate avec le niveau de qualification de la population active occupée. Les différents travaux des organismes, aussi bien nationaux qu'internationaux, sur le cas du Maroc convergent à dire que le manque de qualification de la main-d'œuvre constitue le talon d'Achille qui grève la compétitivité et la soutenabilité de l'économie nationale.

Chart 6. Structure de la population active occupée adulte selon le niveau de diplôme (en %)

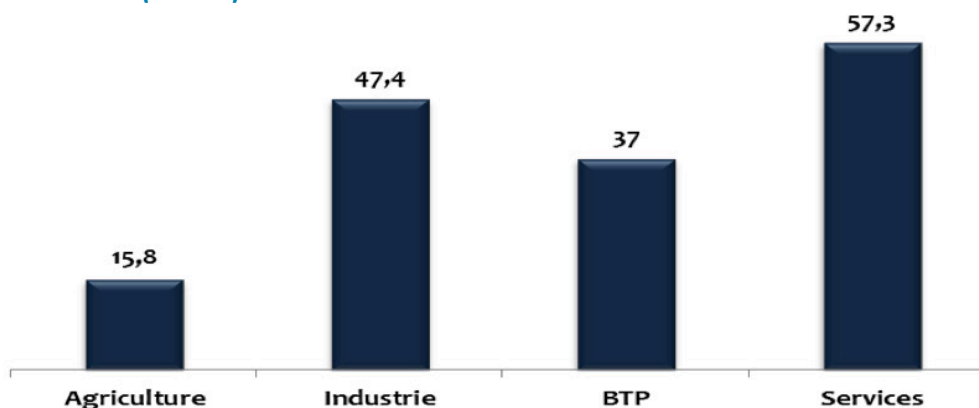


Source : HCP, Enquête nationale sur l'emploi

L'analyse de la structure de la population active occupée montre que l'offre globale de travail au Maroc se caractérise par une faible qualification. Les derniers chiffres de l'enquête nationale sur l'emploi révèlent

une surreprésentation de travailleurs non instruits ou faiblement instruits et une minorité des travailleurs très diplômés.

Chart 7. Part des diplômés parmi les actifs occupés selon les secteurs d'activité économique en 2014 (en %)



Source : HCP, Enquête nationale sur l'emploi

Outre le niveau d'instruction, autres aspects peuvent influencer la qualité de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail et par conséquent, la productivité du travail. A citer, en particulier, l'emploi non rémunéré, la précarité de l'emploi et le sous-emploi.

4. L'économie marocaine est affectée par des rigidités

L'économie marocaine est-elle affectée par des rigidités ? La présence de telles rigidités a-t-elle été la source du faible niveau des gains de productivité, des distorsions dans l'allocation des facteurs de production et de la lenteur des transformations de la base productive ? La littérature économique indique, à ce propos, que plus un pays est affecté de rigidités, plus l'impact des chocs est susceptible d'être prolongé dans le temps, et plus la vitesse de transformation des structures productives est lente.

Usuellement, Trois angles d'analyse sont mis en évidence pour appréhender ces rigidités, à savoir les prix, les salaires et le marché du travail.

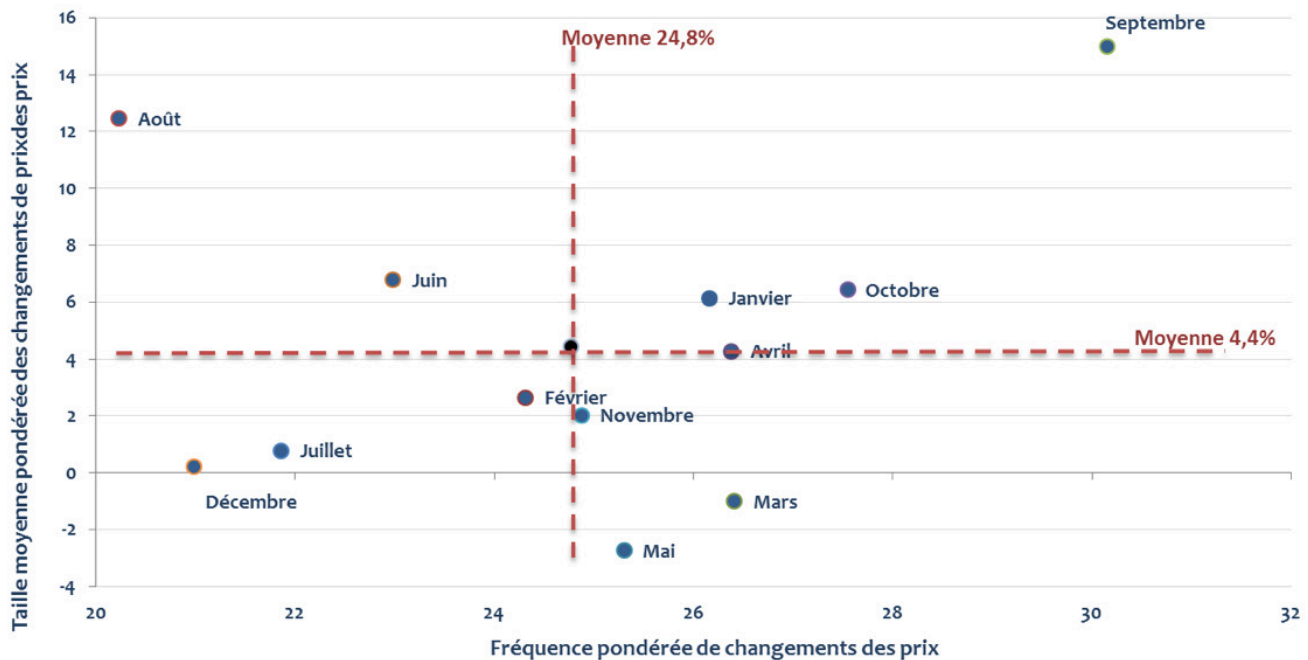
Les prix sont considérés comme rigides s'ils ne s'ajustent pas rapidement aux évolutions de la conjoncture. Un degré élevé de rigidité favorise un mécanisme à travers lequel les chocs exogènes peuvent affecter de manière

importante la dynamique productive et l'activité réelle dans son ensemble.

Au Maroc, les produits alimentaires jouent un rôle majeur dans la volatilité des prix. Avec une pondération qui dépasse le tiers, ces produits contribuent significativement à la fluctuation des prix à la consommation. En effet, la fréquence moyenne des changements de prix des produits est de 61 % durant la période allant de janvier 2007 à décembre 2014. Autrement dit, chaque mois, 6 prix sur 10 sont modifiés. Si nous excluons les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, la fréquence moyenne des variations de prix se situe à 24,8 % par mois, soit moins de 3 prix sur 10 qui sont donc modifiés. Ces différences reflètent clairement le poids important des produits alimentaires dans la volatilité de la fréquence des changements de prix.

Pour ce qui est des produits non alimentaires, le mode d'ajustement des prix se caractérise par une rigidité à la baisse. En effet, les variations constatées au niveau de l'indice des prix à la consommation des produits non alimentaires ne sont dues, d'un côté, qu'à un effet taille (marge d'ajustement intensive) qui l'emporte sur l'effet fréquence (marge d'ajustement extensive), et d'un autre côté, à des effets calendaires (qui correspondent aux mois de septembre et août) durant lesquels nous constatons un pic de fréquence des hausses de prix.

Chart 8. Saisonnalité de la fréquence et de la taille de changements de prix



Calcul à partir des données du HCP

La rigidité des salaires limiterait les ajustements sur le marché du travail et pourrait, lors de la survenue d'un choc, contraindre la réallocation de la main-d'œuvre entre les différentes branches d'activité. L'analyse statistique laisse prédire la conjecture de rigidité à la baisse des salaires nominaux. La présence de ces rigidités manifeste un effet contraignant sur les variations des salaires et rétrécit, par conséquent, les marges d'ajustement lors de la survenue de chocs négatifs.

Les entreprises au Maroc se servent donc de l'emploi comme mécanisme d'ajustement en adaptant le volume de la main-d'œuvre et le rythme du travail au gré de la conjoncture. Une telle rigidité n'aurait pas seulement des répercussions négatives sur le taux de chômage, mais aussi sur le potentiel de croissance de l'économie nationale puisqu'elle amplifie les fluctuations de l'output et de l'emploi.

Le marché du travail est qualifié de rigide lorsque les entreprises ne disposent pas de suffisamment de marge pour adapter le volume de la main-d'œuvre, la cadence du travail et les méthodes de production aux évolutions imposées par leur environnement. La rigidité du marché du travail entrave la mobilisation de la main-d'œuvre entre les différentes branches d'activité et va de pair avec un niveau supérieur de chômage.

L'analyse des données statistiques sur l'emploi montre

que quatre secteurs non échangeables (primaire, bâtiment et travaux publics, commerce et administration générale et services sociaux) s'approprient environ trois quarts de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail témoignant ainsi, de la forte concentration de l'emploi dans des secteurs à faible valeur ajoutée. La stabilité de cette concentration dans le temps est synonyme de l'absence d'un processus avéré d'une réallocation de la main-d'œuvre des secteurs moins productifs vers d'autres plus productifs.

Le marché du travail marocain se caractérise aussi par une flexibilité « lente » et « non qualifiée ». Le caractère « lent » se réfère au rythme d'ajustement du niveau de l'emploi au cycle de l'activité qui nécessite un délai de 20 trimestres pour que l'emploi effectif s'ajuste à l'emploi désiré, alors que ce délai n'est que de 6 trimestres en moyenne dans les pays de la rive nord de la Méditerranée.

Table 4. Délai d'ajustement de l'emploi par rapport au PIB (en trimestres)

Espagne	2	France	4,5
Royaume-Uni	3,1	Belgique	5,5
Italie	3,2	Allemagne	6,4
Pays Bas	3,7	Suède	7,7
Etats-Unis	4,2	Finlande	12,7

Source : Natixis, Flash Economie, 2015, N° 456

Le caractère « non qualifiée » est, quant à lui, lié au fait que la mobilité de la main-d'œuvre est non seulement faible mais elle concerne, en grande partie, les moins qualifiés. La lenteur du délai moyen d'ajustement de l'emploi est, également, accentuée par l'inadéquation très importante entre les offres et les demandes d'emploi.

L'économie marocaine est donc bel et bien affectée par des rigidités. Ces dernières réduisent les possibilités pour les entreprises marocaines de s'adapter aux variations de leur activité économique et aux différents chocs exogènes. Elles font, également, obstacle à la dynamique du système économique, à la répartition plus efficace des ressources et à la pleine utilisation des capacités de production.

En conclusion, deux qualificatifs peuvent être attribués au régime d'accumulation du capital au Maroc : distorsions productives et rigidités économiques. La persistance dans le temps de ces deux puissants freins entraînera dans les années futures les mêmes effets et pourrait comprimer structurellement la productivité de l'économie nationale et brider la force de la destruction créatrice avec toutes les implications, que cela suppose, sur la compétitivité du tissu productif national.

Notre régime de croissance devrait s'orienter davantage vers un régime d'« accumulation intensive » et amorcer une dynamique productive au sein de laquelle les

conditions de production soient systématiquement transformées de manière à impulser significativement les gains de productivité. Ceci serait possible, notamment, en orientant notre tissu industriel autour d'écosystèmes productifs plutôt que la création de nouvelles entreprises familiales d'ores et déjà prépondérantes dans le tissu économique national.

Notre régime de croissance gagnerait également à lever de manière effective les rigidités structurelles qui affectent aujourd'hui l'économie et à introduire plus de flexibilité pour que les entreprises, opérant notamment dans les secteurs exposés à la concurrence internationale, puissent développer leur capacité d'ajustement et d'adaptation aux bouleversements de la conjoncture et aux exigences de la demande.

Le succès de la transition vers un régime d'accumulation intensive et plus flexible du capital dépendra aussi de la capacité des décideurs à assurer une meilleure coordination des politiques publiques et, surtout, à faire évoluer les institutions en mettant en place les incitations et les dispositifs de suivi — évaluation qui permettrait de veiller au mieux à l'efficacité du capital public.

Références

- Artus P. et Cette G. 2004 : « Productivité et croissance », rapport CAE, n° 48.
- Bauer O., 2006 : « L'accumulation du capital », Cahiers d'économie Politique, n° 51, L'Harmattan.
- Beffy, P.O., Lelarge, C., Ouvrard, J.-F. et Piel, P.E., 2004 : « Le ralentissement de la productivité dans les années 1990 : effet transitoire des politiques d'emploi ou rupture plus profonde », L'Economie Française, édition, INSEE-Références.
- Charnes A., Cooper W., Lewin A., Seiford L., 1994: «Data envelopment analysis: theory, methodology and applications», Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, M.A
- HCP, 2016 : « Étude sur le rendement du Capital Physique au Maroc », Haut-Commissariat au Plan, Royaume du Maroc.
- Lamotte H., Vincent J-P, 1998 : « La Nouvelle Macroéconomie Keynésienne », Presses Universitaires de France.
- Van ark B., Frankema E.et Duteweerd H., 2004: «Productivity and employment growth: an empirical review of long and medium run evidence», Research Memorandum GD-71, Groningen Growth and Development Centre, mai.

A propos de l'auteur, Taoufik ABBAD

Taoufik ABBAD est Economiste-Chercheur et Docteur en Sciences Economiques, diplômé de l'Université Nice-Sophia-Antipolis – Centre d'Etudes en Macroéconomie et Finance Internationale - CEMAFI. Ses domaines de compétence portent sur le diagnostic de la croissance et des déséquilibres macroéconomiques et sur les prévisions économiques à court et à moyen termes. Ses sujets de recherches se concentrent sur les études analytiques et empiriques, notamment sur les cycles des affaires, la croissance potentielle, la soutenabilité des déséquilibres macroéconomiques et la convergence économique. Il est également membre actif dans le monde associatif.

A propos de OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4^{ème} Etage – Mahaj Erryad, Rabat - Maroc

Email : contact@ocppc.ma / Téléphone : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.ocppc.ma